

## Déclaration liminaire au CSE du réseau France 3 du 22 mars 2023

### Une vision du passé hostile aux travailleurs

Ces derniers jours, un point de non-retour a été atteint dans notre pays.

Après être resté insensible à la voix – pourtant massive – de la rue, aux enquêtes d'opinion, après avoir refusé toute concertation avec les corps intermédiaires, après avoir bridé le débat parlementaire, le gouvernement a fait le choix violent d'actionner le 49.3 pour faire adopter sans vote la très décriée réforme des retraites.

Cette décision, en forme de gifle pour les travailleurs et la représentation nationale, confirme l'idée d'un président de la République roulant pour les patrons et les riches, au détriment du plus grand nombre.

Cette réforme, qui pénalise les salariés, en 1er lieu les femmes et les plus précaires, succède à de nombreuses atteintes aux droits des travailleurs. On pense en particulier au durcissement des conditions d'accès au chômage ou aux Ordonnances de 2017 qui ont fragilisé la représentation des salariés au sein des entreprises et limité la capacité des prud'hommes à offrir réparation face aux agissements délictueux des employeurs.

Il est désormais parfaitement évident qu'il n'y a rien à attendre de M. Macron et de son gouvernement en faveur du monde du travail. Le président a fait le choix du monde de l'argent, des intérêts d'une minorité contre l'intérêt général.

Ces décisions politiques, déconnectées de la réalité sociale et démocratique vont aggraver encore la situation de Français qui vivent de plus en plus difficilement le travail. Nous-mêmes, nous en faisons régulièrement le constat dans cette instance et dans notre entreprise.

On est pourtant en droit de rêver d'autre chose.

Alors que notre monde brûle, la priorité n'est-elle pas plutôt de reconsidérer notre rapport à la croissance, à la consommation, aux impacts de cette frénésie sur notre environnement, sur nos conditions de travail et sur notre santé ?

L'urgence, de notre point de vue, est à la redistribution, au partage de la valeur, à une nouvelle vision du travail, plus durable, qui permette de travailler moins et mieux, avec du sens. Cela passe par une réduction du temps de travail, par une plus grande association des salariés aux destinées de leur entreprise, bref un projet aux antipodes de la politique menée par ce gouvernement et, dans sa roue, par la direction de France Télévisions.

Cette politique, nous la jugeons injuste, brutale, indécente. Elle ne peut que conduire à la désespérance et au vote extrême.

Pour cette raison, les élus CGT iront faire entendre leur voix, demain, dans la rue et ne siègeront pas. Ils appellent les salariés à faire de même massivement, partout en France.

Paris, le 22 mars 2023